

RÉSOLUTION N° 391

**COMMISSION CONSULTATIVE SPÉCIALE SUR LES QUESTIONS DE
GESTION POUR 2003 ET MESURES À PRENDRE EN VUE DE LA RESTRUCTURATION
FINANCIÈRE DE L'INSTITUT**

LE COMITÉ EXÉCUTIF, à sa Vingt-troisième réunion ordinaire,

VU :

Le rapport de la réunion de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion correspondant à 2003(CCEAG-IICA/CE/Doc.424(03)rev.),

CONSIDÉRANT :

Que, conformément aux dispositions de la résolution IICA/JIA/Res.341(99), la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (CCSQG) a pour but de « [...] faciliter un échange plus régulier entre le Directeur général et les États membres en ce qui concerne les initiatives et les questions administratives et financières, afin de faciliter la réalisation d'un consensus au sujet de ces questions et initiatives au sein du Comité exécutif et du Conseil »;

Que la CCSQG a tenu sa réunion correspondant à 2003 au siège de l'IICA, les 29 et 30 mai de l'année en cours;

Que le rapport de la CCSQG pour 2003 contient des recommandations à l'intention du Comité exécutif et de la Direction générale de l'Institut au sujet de questions de politique institutionnelle, de questions financières et d'autres aspects importants en vue d'approfondir la transformation de l'Institut et de renforcer sa gestion;

Que, parmi ces recommandations, la CCSQG envisage une série de mesures relatives à la restructuration des finances de l'Institut, lesquelles sont résumées dans un tableau figurant à l'annexe de la présente résolution, ou ont été traitées dans d'autres résolutions du présent Comité exécutif;

Que le mandat de la CCSQG, aux termes de ses statuts, était de deux ans et que, par la résolution IICA/JIA/Res. 366 (XI-O/01) adoptée à sa Onzième réunion ordinaire, le Conseil

interaméricain de l'agriculture (le Conseil) a prolongé ce mandat jusqu'à la tenue de la Douzième réunion ordinaire du Conseil;

Que les membres de la CCSQG et le Directeur général ont avalisé le prolongement du mandat de la Commission, dans leurs interventions durant la présente réunion du Comité exécutif,

DÉCIDE :

1. De donner instruction au Directeur général de procéder à l'adoption et à la mise en œuvre des mesures énoncées dans l'annexe de la présente résolution qui relèvent de sa compétence.
2. D'adopter, en principe, les mesures énoncées dans l'annexe de la présente résolution qui relèvent du pouvoir de décision du Comité exécutif; de donner instruction au Directeur général de réaliser les études additionnelles qui pourraient être nécessaires pour la mise en œuvre de ces mesures, et de demander au Directeur général de préparer les modifications à apporter au Règlement intérieur de la Direction générale et au Règlement financier, modifications qui seront soumises au Comité exécutif, aux fins d'examen, par le biais d'une consultation par correspondance ou à l'occasion de la prochaine réunion du Comité.
3. De recommander au Conseil interaméricain de l'agriculture que, à sa Douzième réunion ordinaire, il adopte les mesures énoncées dans l'annexe de la présente résolution qui relèvent de sa compétence. À cette fin, le Comité donne instruction au Directeur général de réaliser les études additionnelles qui pourraient être nécessaires pour appuyer les décisions du Conseil.
4. D'exhorter les États membres à fournir l'appui nécessaire à la Direction générale pour permettre la mise en œuvre de la présente résolution.
5. De recommander que le Conseil renouvelle le mandat de la CCSQG pour une période de deux ans, jusqu'à la tenue de la Treizième réunion ordinaire du Conseil, conformément à l'article 9.1 des Statuts de la Commission, et de donner instruction au Directeur général d'informer semestriellement les États membres au sujet des mesures recommandées par la Commission qui ont été adoptées.
6. De remercier la CCSQG pour le travail accompli et, en particulier, pour l'attention apportée à l'analyse et au perfectionnement des mesures relatives à la restructuration des finances de l'IICA.

RÉSUMÉ DES MESURES À PRENDRE EN VUE DE LA RESTRUCTURATION DES FINANCES

MESURES		INSTAN CE DE DÉCISIO N	ÉTUD E REQU ISE
Mise en œuvre immédiate			
A	Toute activité qui vient s'ajouter aux activités envisagées dans les priorités définies dans le PMT en vigueur doit être financée avec des ressources spéciales.	Res. 365 XXII CE	Non
B	Solliciter des contributions spéciales des pays pour des projets particuliers et pour financer des activités des bureaux dans les pays.	Res. 365 XXII CE	Non
C	Promouvoir l'incorporation de nouveaux membres associés.	Res. 312 IX JIA	Non
D	Abandonner progressivement l'administration de ressources externes sans responsabilité technique.	DG	Non
E	Partager les coûts des installations et des services de base avec d'autres organismes internationaux.	DG	Non
F	Mobilisation de ressources externes : a) les coûts directs des projets financés avec des ressources externes sont financés avec le fonds externe; b) les projets financés avec des ressources externes reconnaissent à l'IICA les coûts indirects (TIN).	DG	Non
G	Les CATI/TIN sont affectés institutionnellement, conformément aux priorités établies	DG	Non
H	Obtenir des ressources pour établir le Fonds patrimonial.	Res. 299, IX JIA	Non
I	Demander aux pays qui ne l'ont pas fait de fournir des installations matérielles pour les bureaux de l'IICA.	Res. 255, VIII JIA	Non
J	Centraliser les achats de biens fixes et de services internationaux.	DG	Non

K	Établir des partenariats avec des institutions universitaires et des établissements de recherche dotés de programmes basés sur le volontariat.	DG	Non
L	Revoir et modifier la politique relative aux allocations journalières.	DG	Non
M	Progresser vers l'élimination du papier, en optimisant les communications électroniques.	DG	Non
N	Abréger les réunions, en éliminant les visites sur le terrain et les programmes relatifs aux accompagnateurs.	DG	Non
O	Étudier la possibilité de tenir les réunions du Conseil au siège de l'Institut, ou de demander au pays hôte de couvrir les frais supplémentaires associés à la tenue de la réunion en dehors du siège.	DG	Non
Présentation aux organes directeurs de l'IICA sans étude supplémentaire			
P	Appui des gouvernements pour que l'IICA devienne le principal bras exécutif des organismes de financement multilatéral.	CE	Non
Q	Réorienter les contributions financières à d'autres institutions et programmes de coopération, en les axant sur la conception et l'exécution de programmes et projets conjoints, et renforcer la participation de l'Institut à la gestion de ces fonds, sans préjudice des engagements déjà pris dans les accords en vigueur.	CE	Non
Présentation aux organes directeurs de l'IICA après étude supplémentaire			
R	Revoir et modifier la structure organisationnelle actuelle avec les bureaux et les représentants dans les États membres.	CE, Conseil	Oui
S	Investir dans des systèmes d'information et de communication.	CE	Non